

A S S E M B L É E N A T I O N A L E

XIV^e L É G I S L A T U R E

Proposition de loi
n° i-793

**Vérité et justice pour
les Français rapatriés**

JUILLET 2014

Gilbert Collard

Député



N° i-793

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

QUATORZIÈME LÉGISLATURE

Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 10 juillet 2014.

PROPOSITION DE LOI

*pour la reconnaissance de la responsabilité de la France
dans l'abandon, le massacre et le traitement indigne de nos
compatriotes Français rapatriés et harkis.*

« VÉRITÉ ET JUSTICE POUR LES FRANÇAIS RAPATRIÉS. »

présentée par

M. Gilbert COLLARD,

député.

EXPOSÉ DES MOTIFS

La présente proposition de loi reconnaît selon le vœu du Président de la République et aussi d'une majorité de Français de toutes sensibilités, la responsabilité de la France dans l'abandon, le massacre et le traitement indigne de nos compatriotes Français rapatriés et harkis.

En effet le Président de la République alors en fonction, et ce le 14 avril 2012 à Perpignan, a reconnu officiellement « La responsabilité de la France dans l'abandon des harkis ».

Le 25 septembre 2012, le Président de la République François Hollande reconnaissait, par le message lu par M. Kader Arif, Ministre délégué aux Anciens Combattants, « la faute et la responsabilité de la France dans l'abandon des Français rapatriés et plus particulièrement des Harkis, ainsi que le traitement indigne de ceux qui ont été accueillis en France ». Reconnaissance confirmée par lettre par la Présidence de la République le 22 mars 2013

Le 11 septembre 2011, dans notre Assemblée, le député d'opposition François Hollande, posait une question écrite pour demander que le Chef de l'Etat, tienne enfin son engagement du 31 mars 2007 de reconnaître officiellement la responsabilité de l'Etat français dans l'abandon et le massacre des Harkis Une reconnaissance qui, selon ses propres termes, oblige « nécessairement et juridiquement » le vote d'une loi de reconnaissance et de réparation.

Le 17 septembre 2013, le collectif de 60 associations de la campagne « Vérité et Justice pour les Français Rapatriés » adressait au Premier Ministre une proposition de texte de projet de loi dans ce sens.

Face à l'absence persistante de tout projet de loi gouvernemental, la présente proposition vise à réparer moralement et matériellement le préjudice subi par nos compatriotes.

Les articles 1 et 2 reprennent les principes suggérés par les associations patriotiques.

Le déposant suggère dans l'article 3 que le quantum de l'indemnisation soit chiffré par la C.I.V.S.

Cette commission a fait montre d'une réelle compétence dans les recherches d'archives, les recoupements ainsi que dans l'administration de la preuve en vue de déterminer les préjudices subis par les victimes de persécutions antisémites lors de l'occupation de 1940-1945.

La réparation serait donc fixée une fois pour toutes dans sa globalité et le solde en serait versé par la République Française qui se substituerait ainsi à l'Etat Algérien.

L'article 4 gage ces engagements budgétaires au moyen d'une taxe additionnelle sur les tabacs.

PROPOSITION DE LOI « VÉRITÉ ET JUSTICE POUR LES FRANÇAIS RAPATRIÉS. »

Article 1

La Nation reconnaît la responsabilité de l'Etat Français dans l'abandon et le massacre des harkis et leurs familles, dans l'abandon de toutes les familles européennes, dans la disparition et l'assassinat de milliers de « pieds noirs » et de soldats métropolitains après la signature des accords d'Evian du 19 mars 1962. La Nation s'engage à réparer les préjudices moraux et matériels subis par les Français d'Afrique du Nord et d'Outre-Mer du fait de la politique de décolonisation de l'Etat Français.

Article 2

Les réparations morales et le solde d'indemnisation dus aux Français rapatriés de nos départements algériens et des autres territoires anciennement sous souveraineté française seront codifiés par un texte unique, intégrant entre autres les lois existantes, et qui soldera définitivement la dette de l'Etat. Les montants des réparations qui devront suivre les règles du droit français et international en la matière seront proposés par une commission ad hoc.

Article 3

L'évaluation des indemnisations visées aux articles 1 et 2 sera proposée par la Commission d'Indemnisation des Victimes de Spoliation (C.I.V.S) dans sa composition organisée par décret du 10 septembre 1999.

Article 4

Les dépenses y afférentes sont compensées à due concurrence par une taxe additionnelle aux droits de consommation institués par les articles 575 et 575 A du Code général des Impôts.

En vente à la Boutique de l'Assemblée nationale
7, rue Aristide Briand - 75007 Paris - Tél : 01 40 63 00 33

Prix de vente : 0,75 €

ISBN 978-2-11-133501-1



ISSN 1240 - 8468